

Annecy, le 5 septembre 2005

Crise Pétrolière : les pouvoirs publics en panne sèche !

En France, on n'a pas de pétrole mais on n'a plus d'idée !..

Les élites au pouvoir sont-elles à ce point déconnectées de la France d'en Bas pour ne pas mesurer combien pèse dans le quotidien des Français, la forte hausse du pétrole ?

Que ce soit pour les particuliers, pour les professionnels, la situation devient plus qu'inquiétante. En effet, même si la France est moins dépendante du pétrole qu'il y a quelques années, l'impact de cette hausse rogne la croissance d'une manière certaine, et en ricochet limitera la compétitivité des entreprises, amoindra le revenu des agriculteurs et pénalisera le consommateur dans son pouvoir d'achat. Notre économie à la rentrée est donc fiévreuse. Il est urgent que les pouvoirs publics agissent. Certes, Bercy engrange des rentrées fiscales inattendues et les trust pétroliers voient leur profit croître d'une manière indécente.

La classe politique se divise à l'intérieur même des partis sur la stratégie à adopter. La France qui patine dans sa croissance depuis ces dernières années et qui semblait redresser la tête, pourrait à nouveau sombrer dans la sinistrose. C'est pourquoi nous demandons clairement le remboursement de la TIPP à hauteur de la hausse des prix constatée depuis le début de l'année.

En effet, les 4 centimes d'€ de remboursement ne suffisent désormais plus : la compensation doit être supérieure. Même si cela paraît céder à la facilité, il faut à court terme réactiver le mécanisme de la TIPP flottante.

A plus long terme, nous restons très inquiets. **En effet, des experts (groupe IXIS / Caisse d'Epargne) prévoient un prix du pétrole dans 10 ans qui frolerait les 380 dollars le baril.** En effet, nous nous retrouvons dans la même situation qu'entre 1960 et 1973 où la consommation de pétrole augmente plus vite que le PIB Mondial.

L'augmentation des coûts d'extraction, l'explosion de la consommation d'énergie et de pétrole dans les pays émergents (*tout particulièrement en Chine et en Inde*), et l'augmentation de la consommation d'énergie dans ces pays par habitant dans les prochaines années, vont concourir à cette inflation.

Donc, sur le long terme, il faut se rendre à l'évidence, d'autres sources d'énergie doivent être privilégiées. Nous commençons tout juste à balbutier dans le domaine : les panneaux solaires paraissent encore comme des gadgets, les procédés de méthanisation méritent d'être affinés, le bois est mal exploité, etc.

Nous sommes d'ores et déjà au pied du mur. C'est pourquoi il faut se prendre en main. **L'agriculture a un rôle essentiel à jouer dans ce nouveau défi énergétique.**

Notre objectif sera donc double : d'une part faire baisser le coût énergétique sur les exploitations, et d'autre part être en mesure de participer à la création d'énergie comme certains le font d'ores et déjà avec le bois déchiqueté. N'y a-t-il pas là un créneau de diversification ?

Nous savons que cette mutation de l'énergie fossile vers des énergies durables, va être difficile, compliquée, et sans doute remettre en cause nos modes de fonctionnement. Il faut pourtant s'y pencher d'ores et déjà.

Source : FDSEA 74